

Les "villes éducatrices ont envie de se faire entendre" (interview)

Paru dans [Scolaire](#), [Périscolaire](#) le jeudi 14 décembre 2017.

Les "rencontres nationales" du RFVE s'ouvrent aujourd'hui, 14 décembre et elles étaient précédées, hier, d'une assemblée générale qui a permis de prendre le pouls des collectivités. Damien Berthilier, adjoint au maire de Villeurbanne et président du Réseau français des villes éducatrices, répond à nos questions.

ToutEducatrice : Une tonalité générale se dégage-t-elle des premiers débats que vous avez eus ?

Damien Berthilier : Les villes ont envie de se faire entendre. Qu'il s'agisse des rythmes, des CP dédoublés, elles ont le sentiment d'être "la dernière roue du carrosse" et de recevoir de l'Education nationale des injonctions qui ne sont pas bien calibrées, voire contradictoires. Elles varient de plus selon les territoires. Savez-vous que certains DASEN ont organisé des consultations des conseils d'école sur les rythmes scolaires sans nous consulter ? Ici, on nous demande de supprimer la BCD [bibliothèque centre de documentation, ndlr] pour récupérer le local afin de dédoubler un CP, au prétexte qu'on peut répartir les ouvrages entre les classes, alors que le ministre appelle à la mobilisation pour la lecture et dit l'importance des bibliothèques. Ailleurs, on nous demande d'installer des modulaires en prenant sur la cour de récréation qui devient riquiqui, alors que les villes, depuis des années, se battent pour les supprimer et que Jean-Michel Blanquer souligne l'importance des jeux contre la fascination des écrans. Les villes ne sont pas hostiles au dédoublement des CP, bien au contraire, mais pour que ça réussisse, il faut qu'elles soient associées aux chantiers ministériels, qu'elles soient considérées comme des partenaires, pas comme des prestataires de service.

ToutEducatrice : Pour quoi faire ? Que demandez-vous ?

Damien Berthilier : Nous demandons d'abord une vraie évaluation, partagée, et la possibilité d'expérimenter des alternatives, des modèles hybrides, des dédoublements pour certaines activités, par exemple la lecture, des co-interventions pour d'autres, voir s'il est possible de casser le dogme du "tout ou rien"... Or le calendrier est serré. Pour dédoubler les CP dans les écoles REP et certains CE1 en REP+, les décisions doivent être prises avant le printemps.

ToutEducatrice : Vous évoquez le court terme. A plus long terme, qu'attendez-vous de relations davantage partenariales avec l'Etat ?

Damien Berthilier : Les municipalités construisent des écoles. Faut-il encore réfléchir en termes de salle de classe ? Quelle architecture ? Jusqu'à quel point faut-il qu'elle soit modulaire ? Nous avons besoin de savoir où en est la réflexion pédagogique de l'Etat...

ToutEducatrice : Que disent les villes de la liberté qui leur est donnée sur les rythmes scolaires ?

Damien Berthilier : Les élus sont confrontés aux parents et aux enseignants. C'est à leur corps défendant que beaucoup envisagent le retour aux 4 jours, dans un climat de tension dans la commune, mais aussi avec les communes voisines, ne serait-ce que pour harmoniser les transports scolaires. Et nous aurions besoin d'un engagement clair de l'Etat en ce qui concerne le fonds de soutien aux villes qui restent à 4,5 jours. Nous savons que Jean-Michel Blanquer est favorable à sa pérennisation, mais nous voudrions un engagement du Gouvernement sur la durée du quinquennat. La question se pose aussi pour les aides des CAF (caisses d'allocations

familiales) alors que la CNAF négocie sa COG (convention d'objectifs et de gestion). L'argent qui sera mis sur les activités du mercredi ne sera-t-il pas pris sur les autres temps péri-scolaires ? Et pour les CP dédoublés, la question des moyens se pose également. Même quand les locaux existent, il faut les aménager, les équiper. Le ministre avait annoncé une enveloppe. Nous n'avons rien vu. Nos informations sont très vagues, nous sommes dans le flou. Nous recevons en revanche des injonctions des préfets ou des DASEN. Nous avons le sentiment d'une régression de la décentralisation.

ToutEducatif : Vos rencontres ont pour thème "la ville à hauteur d'enfant" et elles ont été ouvertes par une conférence de Michel Lussault. En quoi est-ce une réponse aux questions que vous venez d'évoquer ?

Damien Berthilier : Le géographe a bien montré qu'une politique éducative s'inscrit dans un projet d'urbanisme. Dans nos organisations, les adultes ne se croisent pas, selon qu'ils représentent l'Etat, la collectivité... tandis que les enfants traversent tous les espaces. Ils nous obligent à plus de bienveillance. Un enfant n'est pas un cerveau dans un bocal, il nous faut prendre en compte toutes ses dimensions.

ToutEducatif : Comment se porte le réseau des villes éducatrices ?

Damien Berthilier : Bien. Après un moment du reflux lié aux municipales et au temps nécessaire à l'installation des équipes, nous voyons de nouvelles villes adhérer. Nous venons d'en recevoir cinq, une sixième bientôt, et beaucoup manifestent leur intérêt. A Lille, nous réunissons une quarantaine de villes éducatrices.